

[Français]

LE COUP D'ÉTAT EN HAÏTI

M. Jean-Pierre Hogue (Outremont): Monsieur le Président, il y a eu un coup d'État en Haïti contre le gouvernement élu du président Aristide.

Je veux, monsieur le Président, en profiter pour féliciter le premier ministre du Canada pour la position qu'il a prise dans ce dossier.

Ma question, monsieur le Président, est la suivante et elle s'adresse au premier ministre: Pourrait-il dire à nouveau, s'il le souhaite, à la Chambre, à la communauté haïtienne et à la population canadienne, les gestes qu'il a posés et ceux qu'il entend prendre pour que la situation revienne à la normale en Haïti, et que le président Aristide reprenne sa place de président démocratiquement élu?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai pu parler au président Aristide hier soir. Il est plus déterminé que jamais à assumer la présidence que lui a confiée le peuple haïtien. J'ai aussi discuté de la situation en Haïti avec le président Bush, le président du Venezuela et le premier ministre de la Jamaïque. Tous partagent le sentiment d'outrage que j'éprouve face au coup d'État. Tous sont déterminés à voir le gouvernement choisi par le peuple haïtien réintégrer ses fonctions. Et l'objectif du Canada, monsieur le Président, est simple: Nous voulons le renvoi du général dictateur et la réinstallation du président Aristide comme président démocratique d'Haïti.

Des voix: Bravo!

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le Canada encourage ses entrepreneurs à exporter pour survivre. La valeur du dollar a encore augmenté aujourd'hui. Nos bons du Trésor affichent un écart de presque 5,5 p. 100 par rapport à ceux du Trésor américain. Nous pouvons sûrement demander au Gouverneur de la Banque du Canada d'abaisser les taux d'intérêt afin que nos exportations puissent reprendre.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, le député fait erreur. L'écart affiché pour les bons venant à échéance dans trois mois est de 2,7 p. 100, et c'est cet écart sur

Questions orales

lequel on se fonde. Le député sait que les taux d'intérêt ont baissé et que les écarts ont diminué, ce qui devrait être bon signe.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au même ministre.

L'écart demeure tout de même suffisamment grand pour que nous puissions jouer un peu avec les taux d'intérêt. Durant la dernière année, les faillites ont augmenté de 21 p. 100 au Canada. Les entreprises canadiennes fuient le pays. Quand avez-vous l'intention d'annoncer un plan national d'action qui permettra aux exportateurs de livrer concurrence et de survivre, plutôt que de fuir?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, il y a eu beaucoup de faillites durant la dernière année, j'en conviens, mais dois-je rappeler au député que leur nombre semble s'être stabilisé? L'économie commence à reprendre du poil de la bête. Au dernier trimestre, la récession sévissait encore aux États-Unis. Comme je l'ai souligné, c'est la pire conjoncture économique que le monde ait connue depuis 1945. Le Canada n'y échappe pas. Il faut donc tenir compte de toute une combinaison de facteurs.

Ce que nous essayons de faire, c'est de trouver des solutions aux problèmes fondamentaux. Consolider les finances et juguler l'inflation sont les ingrédients clés d'une reprise durable, d'une croissance soutenue et d'une stabilité des prix. C'est ainsi que nous renflouerons l'économie de manière à créer des emplois et à afficher une activité économique dans toutes les régions du pays.

* * *

[Français]

LA SOUVERAINETÉ CULTURELLE DU QUÉBEC

L'hon. Lucien Bouchard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Deux des secteurs dans lesquels le Québec s'attendait à des transferts de pouvoir sont la culture et les communications. Or, la proposition fédérale ignore ces exigences, pourtant confirmées par de nombreuses commissions comme la Commission Laurendeau-Dunton, Pepin-Robarts, Macdonald, Bélanger-Campeau et combien encore. Hier encore, deux ministres du Cabinet de M. Bourassa, M^{me} Frulla-Hébert et M. Cannon, ont déclaré irrecevable l'offre du gouvernement fédéral, et M. Bourassa lui-même revendique la pleine souveraineté culturelle du Québec.